

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP13 - MOP3, Bali, Décembre 2007.

Déblayer la voie pour un mandat de Bali

Chers ministres, bienvenue à Bali ! Merci de ne pas vous laissez distraire par le sable fin, la mer turquoise, les cocotiers et les cocktails multicolores ! Il y a certainement mieux à faire, dans la chaleur du centre de conférence.

En tout cas, vous arrivez au bon moment. Vos négociateurs sont déjà parvenus à un accord sur certains points de l'agenda, mais les éléments clés de Bali restent à trancher. Si vos négociateurs ont besoin de plus de temps, ils ont aussi besoin de vos instructions politiques. Votre leadership est nécessaire pour conclure ici, un accord sur les négociations pour l'après 2012.

Le cycle de négociations concrètes qui s'ouvrira à Bali doit s'appuyer sur les dernières données scientifiques disponibles. Le GIEC nous dit que pour nous prémunir des dangers du réchauffement, les émissions des pays industrialisés doivent être réduite de 25 à 40% d'ici 2020, et que les émissions mondiales doivent atteindre leur maximum au cours des 10 à 15 prochaines années et décroître ensuite.

Hier soir, la performance des négociateurs montre que tout n'est pas encore acquis.

1) Dans le cadre des négociations sous le Protocole, nous sommes presque parvenus à un consensus, le soir des 10 ans de Kyoto. Il faut maintenant arriver à un accord pour le deuxième examen du Protocole au titre de l'article 9, puisque celui qui a été effectué à Nairobi fut un fiasco ! Chers ministres, à vous de finaliser ces accords pour vendredi !

2) Les négociations sous la Convention, et en particulier sur la suite à donner au dialogue, étaient bien mal en point hier soir. L'intervention du président de la COP, au lieu de faciliter les choses, semble avoir ajouté une dose de confusion, et à deux heures du matin, les négociations piétinaient...

3) Un des points essentiels des négociations, le transfert de technologies, a quant à lui été bloqué pendant le SB par le Groupe de l'Ombrelle, qui a proposé de reporter ces discussions à 2008.

Pendant des années, l'Ombrelle s'est battue pour que les négociations sur le climat ne se concentrent pas sur les engagements juridiquement contraignants de réduction des émissions mais sur la coopération technologique. ECO trouve donc paradoxal que ces pays refusent maintenant de discuter plus en avant de ces sujets. Ne chercheraient-ils pas plutôt un moyen de freiner toute négociation ?

La balle est dans votre camp, chers ministres ! Saisissez-la au bond, et initiez à Bali un cadre pour le transfert de technologies propres. Pour les pays du G77, ce point est essentiel. Ces derniers offrent la possibilité de faire du transfert de technologies un point central des négociations et de renforcer la confiance Sud-Nord. Un Mandat de Bali sans discussion forte sur le transfert de technologies apparaîtra vraiment fade aux principaux pays émergents.

La Planète vous regarde : nous n'avons pas le droit d'échouer !

La clé du deal ?

Dans le cadre du transfert de technologies (TT), les contributions à l'accord global de Bali et au-delà deviennent réelles. Les projets de décision et les interventions des délégués, notamment celles du G77 et de la Chine et de l'Union européenne, montrent des progrès sur plusieurs questions qui sont négociées et vont continuer sous l'AWG, l'article 9 sur l'examen du Protocole, la Convention et le SBI. Ces questions incluent les nouveaux mécanismes et financements, la prise en charge des coûts incrémentaux, les panels public/privé (notamment pour lever les obstacles au TT, tels que les droits de propriété intellectuelle), les indicateurs de performance pour les examens, etc. Le travail continue aussi sur les meilleures pratiques pour le TT et les évaluations des besoins en technologies. Sans compter le groupe d'experts sur le transfert de technologies, qui chapote tout cela, ainsi que son programme de travail qui s'inscrit dans la feuille de route de Bali.

Mais ce sujet, une des clés de voûte de l'accord global, a été sévèrement secoué hier dans les sessions du SBSTA et du SBI : interruption des négociations sans qu'aucun des textes déjà adoptés n'ait pu être transmis à la COP.

Pour ECO les ministres doivent rapidement saisir la balle au bond et marquer un essai ! Il faut sauvegarder les résultats déjà acquis et se battre pour un accord ici et maintenant. Cela fait déjà longtemps que le TT est dans l'agenda des Nations Unies, il est temps d'avancer ! Le TT est une des conditions indispensables pour que les pays en développement atteignent des trajectoires d'émissions qui permettraient de rester en dessous des 2°C.

Quand le commerce parle de climat !

Douze ministres et 32 Etats ont participé ce week-end aux discussions sur les liens entre le commerce international, ses règles, et le changement climatique, en lien avec la Convention Climat.

Les participants ont surtout discuté d'une proposition des Etats-Unis et de l'Union européenne de libéraliser les tarifs et les barrières douanières de 43 catégories de biens environnementaux (éoliennes, panneaux solaires, etc.) comme le recommande la Banque mondiale dans un récent rapport.

ECO considère que compte tenu de la gravité de la situation, que la stabilisation du climat doit être un des piliers de l'analyse des règles commerciales et financières. La gouvernance économique doit donc prendre en compte ces éléments, reconnaître les principales limites écologiques et se mettre d'accord sur un moyen de les gérer ensemble. La cohérence entre les politiques climatiques et commerciales ne doit pas être prise à la légère. Elle est fondamentale pour préserver le climat.

Pascal Lamy, le Directeur général de l'OMC, a rappelé que "ce n'est pas dans le cadre de l'OMC que l'on peut répondre au changement climatique. Cela doit être fait dans le cadre de la Convention Climat, qui doit ensuite envoyer un signal clair à l'OMC sur la manière de mettre ses règles au service d'un développement durable. En d'autres termes, cette boîte à outils qu'est l'OMC doit être mobilisée pour lutte contre le changement climatique".

REDD-uire sans oublier un important détail...

L'UNFCCC est en passe d'être la première convention internationale à avancer sérieusement sur le sujet des forêts. Cependant, même si l'actuel projet de décision du SBSTA fait référence au besoin des populations locales et des communautés indigènes, la discussion officielle sur le mécanisme de REDD reste très discrète sur cette question. À l'opposé, d'autres accords internationaux comme la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), au prix de beaucoup de temps et d'efforts politiques, a pris en compte la question complexe des aspects sociaux dans la gouvernance des forêts. La CDB contient donc de nombreux textes pour protéger et promouvoir les intérêts et les droits des communautés locales et indigènes, ainsi que le partage équitable des bénéfices.

La REDD promet donc de créer une nouvelle génération d'"aires-carbone protégées", dont quelques-unes seront assurément sur des terres avec des problèmes fonciers alors même que le langage protégeant le droit des personnes qui vivent de la forêt est faible et sans substance dans le texte actuel. Certaines Parties peuvent toujours dire qu'il est trop tôt pour s'intéresser à ces questions ou qu'il s'agit d'un détail, ECO n'est pas d'accord !

Le texte de la REDD doit contenir des références spécifiques aux droits indigènes, pour garantir leur participation active dans le processus. Pour une vraie efficacité, durabilité et équité du mécanisme REDD, ECO appelle les Parties à ne pas oublier ce « détail » !

Combustibles de soutes : il est temps d'agir !

Les émissions issues de l'aviation et de la navigation internationale ont été déclarées hors-jeu du protocole de Kyoto, il y a dix ans. Les émissions de ces soutes représentent environ 4% des émissions globales de CO₂ (sans compter les impacts importants non CO₂ de l'aviation) et progressent de 5% par an.

Il y a plus de 2 ans, le SBSTA a entamé des négociations sur les combustibles de soutes pour régler certaines questions laissées en suspens sur les données et les inventaires. Cette proposition n'a pas abouti, notamment à cause d'une forte opposition des pays de l'OPEP, avec en tête de liste l'Arabie Saoudite.

Pour sortir de cette impasse, la Norvège a organisé à Oslo, en octobre, un séminaire pour discuter des questions techniques. Les résultats ont été présentés lundi

lors d'un side-event. Le message de ce séminaire est clair : les lignes directrices actuelles du GIEC sont fiables et des données plus détaillées sont disponibles. Cependant, l'absence de volonté politique et de mesures conduites à un accroissement rapide des émissions issues des soutes aériennes et maritimes. ECO était donc très satisfait d'entendre la Norvège demander hier, lors du groupe de contact sur l'examen au titre de l'article 9, l'inclusion des soutes au sein du régime post-2012.

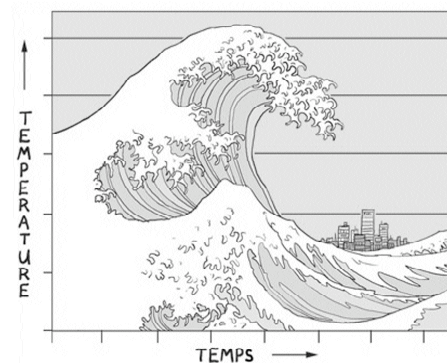
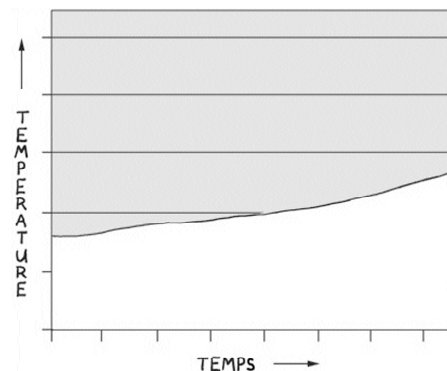
ECO appelle les négociateurs à accorder à Bali une haute priorité à la question de la régulation des émissions des soutes maritimes et aériennes. Et ce, plutôt que de se cacher derrière des questions techniques qui ne sont peut-être pas si compliquées que le prétendent certains ...

FOSSILE

La première place a été attribuée hier aux **Etats-Unis** pour leur série de bourdes, notamment leur déclaration ferme selon laquelle « la Convention Climat n'est pas une convention de développement durable » ou encore leur tentative de mise en échec de l'appel « à des ressources financières suffisantes, prévisibles, additionnelles et durables » pour l'adaptation dans le cadre de l'article 1 (c) (iii) de la feuille de route de Bali.

La seconde place revient au **Canada** et au **Japon** pour leur opposition à la fourchette de réduction comprise entre 25 et 40% des émissions de gaz à effet de serre, citée par le GIEC.

La troisième place est attribuée au **Canada**, au **Japon**, aux **Etats-Unis** et à l'**Australie**. On ne change pas une équipe qui gagne !



REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le MEDAD, la Fondation Prince Albert II de Monaco et tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco et l'équipe de ECO anglais. ECO en français est disponible sur : www.rac-f.org